

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Agrocarburants : Yves Fernand Manfoumbi auditionné au Sénat

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

Le député du Parti démocratique gabonais (PDG) du département de la Dola, Yves Fernand Manfoumbi, a été récemment auditionné, par la Commission des Affaires économiques, de la Production et des échanges du Sénat, au sujet de la proposition de loi portant réglementation de la filière des agrocarburants au Gabon.

Il s'est agi pour le député de mieux présenter, puis défendre, devant les sénateurs, ce projet de texte "qui cadre avec l'engagement du Gabon pris par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, présenté à la COP21 et visant à réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre".

Pour Yves Fernand Manfoumbi, ladite proposition de loi permettra entre autres d'améliorer les recettes fiscales de l'activité économique, d'améliorer la balance commerciale avec la diminution des importations des produits blancs, de créer les emplois et autonomiser les communautés rurales, de diversifier les sources de croissance dans le secteur agricole, les sources d'énergie et de réduire les émissions des gaz à effet de serre.



Yves Fernand Manfoumbi a été auditionné au Sénat sur la proposition de loi sur les biocarburants.

Et tout cela sera très bénéfique pour notre pays, a-t-il indiqué. À noter que cette proposition de loi a déjà été adoptée par l'Assemblée nationale.

Paix de braves : les Mamboundouïstes s'interrogent sur l'intérêt et le contenu

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

RÉUNIS, dernièrement, dans le cadre de leurs activités politiques ordinaires, les Mamboundouïstes ont donné leurs avis sur un certain nombre de sujets d'actualité. Notamment sur "l'appel à la paix des braves" lancé, récemment, par une soixantaine de partis politiques membres du Conseil national de la Démocratie (CND), et qui prônent, selon eux, un "meilleur vivre ensemble".

Sur ce sujet, tout en reconnaissant la "lourdeur du climat socio-politique", le président de ce courant politique de l'Union du peuple gabonais (UPG), Guy Constant Titus Koumba, et ses membres se sont tout de même interrogés, d'entrée, sur "l'intérêt et le contenu factuel à donner à ce nouvel appel à la paix des braves ?".

Certes ils partagent, "pour une large part, le tableau sombre de la situation socio-politique actuelle" décrite par les initiateurs de ce nouvel appel, mais les Mamboundouïstes se disent néanmoins "dubitatifs quant à l'application intégrale des résolutions qui en sortiraient de cet énième Dialogue politique". Ils restent néanmoins conscients de ce que cette grand-messe politique pourrait aider, pourquoi pas, à "raffermir davantage notre vivre ensemble en aplaisant les divergences actuelles". Se prononçant aussi sur la crise



Le président du mouvement Mamboundouïstes, Titus Koumba face à la population lors de la présentation de leur mouvement au quartier Montalier, le samedi 15 juin 2019.

sanitaire qui prévaut, les Mamboundouïstes invitent les populations à respecter davantage les mesures de protection édictées par le gouvernement.

De même, satisfaits de la qualification de l'équipe nationale de football les panthères du Gabon à la prochaine coupe d'Afrique des Nations au Cameroun, les Mamboundouïstes ont adressé leurs "chaleureuses félicitations" à tous les joueurs, au staff technique et à la Fédération gabonaise de football (Fegafoot). Non sans émettre le vœu de voir cette qualification couronnée d'autres succès lors la prochaine Can.

Tribune des partis politiques

Et si Maganga Moussavou avait raison ?

Pertinente ! C'est ainsi qu'il convient de qualifier la récente réflexion du chef de file du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga-Moussavou. Le "bouvier de Moutassou" vient d'indiquer, bon gré mal gré, des pistes de solution relatives au renforcement de la "fiabilité des résultats électoraux au Gabon".

Pour limiter toute contestation post-électorale, l'ancien vice-président de la République propose d'abord de renforcer les prérogatives du Conseil national de la Démocratie (CND). Puis, d'associer ledit Conseil à l'entièreté du processus électoral (Ndlr: du dépouillement à la gestion du contentieux électoral, en passant par la centralisation des procès-verbaux). Il est d'avis que les propositions susmentionnées, si

elles sont appliquées, éviteront de revivre les émeutes et autres remous de la dernière élection présidentielle.

Depuis ce pavé lancé dans la mare, l'Exécutif demeure bien silencieux. Pas plus que le Législatif d'ailleurs. Est-ce à dire que ces idées ne peuvent trouver un écho favorable, et ce, même quand elles contribuent au renforcement de la démocratie ? Espérons le contraire. Un tel scénario serait aux antipodes du désir du président de la République, par ailleurs à la tête du Parti démocratique gabonais (PDG).

Le "Distingué camarade président", comme on le désigne du côté de Louis, a invité l'opposition à cesser toutes jérémiades politiques et se muer en force de propositions ou contre-propositions, c'est selon. C'est dire que l'équipe

chargée de mettre en musique sa vision devrait aussi se débarrasser de tous clichés et autres clivages politiques.

Le fait de ne pas être en période électorale explique-t-il le peu d'intérêt accordé à la sortie du leader du PSD ? Nolens volens, cette réflexion de Maganga Moussavou ne mérite-t-elle pas d'être approfondie par toutes les instances impliquées, de près ou de loin, dans l'organisation des scrutins électoraux ?

Dans tous les cas, tôt ou tard il faudra bien que la problématique relative à la "fiabilité des résultats électoraux au Gabon" soit mise au goût du jour.

Yannick Franz IGOHO